

**ITEM 9b**

**SYNTHÈSE DE L'INFORMATION CONCERNANT LA MODÉLISATION  
DE LA PRATIQUE LIÉE AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

**Rapport d'étape 2007**



**Évaluation d'un projet d'éducation à la nutrition**  
implanté dans des écoles montréalaises en milieu défavorisé (CRSH)  
réunissant les milieux familial, communautaire et scolaire et mesure de ses effets (IRSC)

**Recherches financées par:**

Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), N° 200503MOP-143819-NUT  
Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), N° 410-2005-0785

**Rapport de recherche** (*document de travail*) **relatif à**  
**la modélisation de la pratique de développement social dans le cadre du projet PC-PR**

**Approche ethnographique**

**portant sur l'observation de l'agente de développement social**  
**et de divers acteurs participants au projet PC-PR**  
**(Item 9b)**

**Chercheuses principales:**

Les professeures Johanne Bédard et Louise Potvin

**Cochercheure et cochercheurs:**

Les professeurs Yves Couturier, Jean-François Desbiens, Abdelkrim Hasni,  
François Larose, Johanne Lebrun, Yves Lenoir, Olivier Receveur et Bernard Terrisse

**Professeure et professeur responsables:**

Yves Couturier et Louise Potvin

**Professionnelle de recherche / Recueil et analyse des données:**

Isabelle Lantagne

**Organisme promoteur du PC-PR:**

*Les Ateliers cinq épices*

**Partenaires du projet *Petits cuistots-Parents en réseaux* (PC-PR):**

Commission scolaire de Montréal, Fondation Lucie et André Chagnon,  
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

Sherbrooke – Juin 2007  
Faculté d'éducation, Université de Sherbrooke

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	3
<b>1. L'ORGANISME ET SON PROGRAMME</b>	4
<b>2. MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT</b>	4
<b>3. RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES: CHANGEMENTS SURVENUS À L'HIVER 2007 - LOCAL DES PARENTS À L'ÉCOLE ST-ZOTIQUE</b>	6
3.1 Position de la direction de l'école St-Zotique	6
3.2 Mode action !	7
3.3 Impacts à mesurer	11
3.4 Facteurs d'intégration de l'agente de développement social dans son école	11
<b>4. FORMATION DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL</b>	12
4.1 Première session: 7 février 2007	13
4.2 Deuxième session: 14 février 2007	14
4.3 Troisième session: 14 mars 2007	16
4.4 Quatrième session: 30 mars 2007	17
4.5 Cinquième session: 4 avril 2007	18
4.6 Sixième session: 2 mai 2007	20
4.7 Septième session: 23 mai 2007	21
4.8 Huitième session: 12 juin 2007	23
<b>CONCLUSION</b>	24
 <b>Tableau 1 Activités réalisées</b>	 9

## INTRODUCTION

Le présent rapport est un suivi du *Rapport d'étape 2006* remis à l'équipe de recherche en avril 2007 et corédigé par Yves Couturier. Le *Rapport d'étape 2006* décrivait le travail des agentes de développement social (ADS) aux *Ateliers cinq épices* (A5É). Il résumait aussi les activités d'accompagnement mises sur pied par Yves Couturier. Ces activités permettaient de faire un retour sur les observations faites par la professionnelle de recherche et ces rencontres procuraient un espace de réflexion sur le travail des ADS. De ces rencontres est ressortie une première modélisation des activités de développement social.

Le présent rapport décrit les principaux changements qui ont eu lieu à l'hiver 2007 et comment ceux-ci affectent la pratique des ADS. Ces changements découlent moins des rencontres de réflexivité menées par Yves Couturier que de décisions prises par les acteurs détenant le pouvoir de gestion du programme.

Tout d'abord, la directrice de l'école St-Zotique a décidé de donner un coup de pouce au développement social en ouvrant le local du dîner tous les jeudis après-midi. Maintenant connu sous le nom du *local des parents*, la directrice a autorisé l'ADS à y organiser des activités pour les parents de son école chaque semaine. Ce premier geste administratif a eu pour effet de consolider le mandat de l'agente et surtout de créer un premier noyau de parents, deux objectifs du volet développement social du Programme PC-PR.

Ensuite, la directrice des A5É a autorisé la mise sur pied de formations dédiées au travail des ADS. Ces formations sont offertes par un membre du conseil d'administration et président de la Table de concertation sur la faim et le Développement social du Montréal métropolitain. La directrice de l'organisme ainsi que les ADS ont assisté à ces formations.

Ces deux décisions ont modifié, chacune à leur façon, la pratique du développement social. Avant de décrire ces changements, faisons un retour sur l'organisme et son programme.

## 1. L'ORGANISME ET SON PROGRAMME

« *Les Ateliers cinq épices* est un organisme communautaire qui a pour mission de promouvoir l'éducation nutritionnelle et culinaire. L'organisme favorise aussi le développement social par le biais de l'alimentation auprès de la clientèle scolaire et étudiante, de leur famille et des adultes en général, principalement en milieu socio-économiquement défavorisé. L'ensemble des objectifs contribue à valoriser des activités qui consistent à :

- Dispenser des ateliers favorisant l'acquisition de notions de saine nutrition et d'apprentissage culinaire, notamment en milieu scolaire;
- Mettre sur pied des ressources, des activités et des moyens d'éducation pour favoriser l'autonomie des populations visées;
- Travailler, avec les familles et/ou les individus rejoints, à améliorer concrètement leur situation économique et sociale;
- Conscientiser et stimuler le regard critique des populations visées pour leur permettre de devenir des consommateurs avisés et responsables face à l'alimentation;
- Sensibiliser au respect de l'écologie et à la qualité de l'environnement dans le cadre des activités et initiatives déployées;
- Favoriser la concertation et la collaboration entre les différents partenaires impliqués dans les divers projets auxquels participe l'organisme<sup>1</sup>. »

Le programme des A5É comprend deux approches. Le volet nutrition recoupe principalement les ateliers de cuisine offerts par les nutritionnistes, sur les heures de cours de huit écoles montréalaises en milieu défavorisé. Le volet développement social comprend, pour l'année scolaire 2006-2007, le travail des ADS placées dans trois de ces huit écoles. Ces deux agentes couvrent maintenant les territoires de St-Henri et de la Petite-Bourgogne. Selon les objectifs établis par l'organisme en 2005<sup>2</sup>, les ADS doivent prendre contact avec les parents participant aux ateliers en vue de développer d'autres activités avec eux. Ces activités visent à favoriser le développement personnel des parents et de leur communauté d'appartenance. Concrètement, les agentes sont responsables de mettre en réseaux les parents et de planifier des activités avec eux. Les ADS doivent aussi établir des liens avec d'autres organismes communautaires du quartier afin d'y référer des parents en cas de besoin, ou de développer des activités en partenariat avec eux.

## 2. MÉTHODOLOGIE ET DÉROULEMENT

L'approche ethnographique a permis de documenter et comprendre le contexte dans lequel travaillent l'organisme visé et les agentes ADS observées. Notre objectif était de modéliser la pratique des ADS et de comprendre comment les A5É réalisent sa mission de développement social. Bien entendu, cela s'incarne principalement par le travail des ADS, mais aussi par celui de l'ensemble des acteurs de l'organisation: les nutritionnistes, la direction de l'organisme et les membres du conseil d'administration. L'ethnographie a permis d'observer les pratiques effectives de développement social, le système normatif dans lequel elles se déploient, certaines relations de pouvoir structurant le travail des acteurs, les systèmes représentationnels concernant le volet de

---

<sup>1</sup> *Les ateliers cinq épices*, bilan d'activités 2004-2005, p. 6.

<sup>2</sup> *Ibid.*

développement social, puis les objets soulevant débats ou controverses. Le présent rapport fait état des observations faites entre janvier 2007 et juin 2007. Ces observations reflètent la réalité sociale vécue par les agentes, de leur point de vue, à partir de leur pratique. Ces observations permettent de comprendre comment elles perçoivent et définissent leur pratique, comment elles la vivent et la situent dans le contexte de l'organisme. Les observations expriment les difficultés et les succès qu'elles rencontrent (*They are voices from the field*). En appui à ces observations, nous avons pu pour le présent rapport:

- Décrire les changements dans la pratique de développement social durant l'hiver 2007;
- Identifier les enjeux relatifs à ces changements et les conditions de réalisation.

L'observation participante se compose de vingt séances d'observation d'une durée de quatre à sept heures, entre le 30 janvier et le 1<sup>er</sup> juin 2007. La professionnelle de recherche suivait l'ADS travaillant à St-Zotique lors de visite d'organismes communautaires et lors des activités hebdomadaires organisées dans le local des parents. La professionnelle de recherche a aussi assisté à trois des formations de développement social. Elle prenait des notes de terrain durant et après les observations, en utilisant un journal de bord.

La seconde ADS, de son côté, a continué d'assister aux ateliers offerts dans les deux écoles auxquelles elle était assignée. Elle a aussi organisé deux journées d'activités pour le mois de la nutrition avec le comité en sécurité alimentaire de la Coalition de la Petite Bourgone. À la suite de cette activité, elle a dû se retirer des milieux écoles pour un retrait préventif avant son congé de maternité. Elle travaille donc maintenant au bureau sur des dossiers assignés par la directrice de l'organisme. La professionnelle de recherche est toujours en contact avec elle, mais n'effectue plus d'observations auprès de cette ADS.

L'épreuve du réel par l'observation a, bien entendu, suscité une série de réflexions méthodologiques et théoriques découlant des difficultés rencontrées. La plus grande difficulté à surmonter se rapportait au fait que l'observation s'est déroulée pendant très longtemps à partir du seul point de vue de l'unique agente en poste. La seconde agente a joint l'équipe en septembre 2006, neuf mois après l'embauche de la première agente. La difficulté émerge non pas dans le travail d'observation et de collecte de données, mais bien au regard d'éventuels enjeux éthiques, dont au premier chef la confidentialité et la validité des observations faites. Il importe donc de rappeler ici que le présent rapport porte tout de même sur une pratique collective, mais à partir d'un point de vue situé. Les constats découlent uniquement de l'expérience, du discours et de la position sociale des ADS. Vu l'émergence d'un sentiment de saturation à l'égard de la pratique observée, nous avons ajouté d'autres modalités de cueillette de données – dont l'entrevue – et diversifié nos points de vue. Nous avons également rencontré une difficulté relative au fait que la posture d'observation est parfois contradictoire avec la posture d'accompagnement. Écrit autrement, la recherche poursuit deux objectifs qui appellent des postures distinctes: celle d'accompagnement qui implique une réflexion avec les ADS sur leur pratique, donnant place à des suggestions de changements, et celle d'observation où l'agente de recherche ne doit pas intervenir dans le cours des choses en commentant la situation.

### **3. RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES: CHANGEMENTS SURVENUS À L'HIVER 2007 - LOCAL DES PARENTS À L'ÉCOLE ST-ZOTIQUE**

#### **3.1 Position de la direction de l'école St-Zotique**

Pour la directrice de St-Zotique, le développement social se fait en deux phases. La première phase consiste à attirer les parents de ses élèves dans son école. C'était l'objectif fixé pour l'année scolaire 2006-2007. Le but était d'abord de favoriser une meilleure perception de l'école et de ses enseignants par les parents. En organisant des activités festives une fois par semaine, les parents ne voient plus l'école et ses enseignants du même œil. Une deuxième possibilité d'interaction s'inscrit donc dans leurs répertoires relationnels. Ces activités festives permettent de briser l'isolement puisque les parents peuvent échanger avec d'autres et créer des liens entre eux. La direction: "Créer des liens, oui. Faire de la place. Moi, en tous cas, c'est la perception que j'en ai et je pense aussi que c'est l'aptitude que l'ADS a. Pis que les parents aient du plaisir. Toute la notion de plaisir. Ça aussi c'est appréciable. Pas d'être en devoir de parents tout le temps... Oui les parents ont des devoirs, mais des plaisirs. Alors l'ADS, avec les familles, a participé à des activités culturelles, éducatives, quand il y a des périodes de journées pédagogiques entre autres. Favoriser le lien parents-enfants. Elle va monter des activités pour tisser ce lien-là, enfants-parents. Euh... Dans le plaisir, tout ça. Sans trop d'obligations. Je ne pense pas qu'on tombe dans l'obligation qu'est-ce qu'un parent".

Selon la directrice, certains parents ont eu de mauvaises expériences personnelles avec le milieu scolaire, comme l'échec, l'abandon ou des problèmes de relations avec différents intervenants. La relation établie avec ceux-ci en est souvent une d'obligation du parent envers son enfant. Mais celui-ci n'est pas toujours outillé pour répondre aux difficultés rencontrées par son enfant. La direction: "L'intention première, c'est qu'il y ait un univers, une place, un lieu public, qui..., qui leur font de la place à l'école. Pis un lieu où il n'y a pas de préjugés... Un lieu où on peut les accueillir avec ce qu'ils sont en tant que personne". À partir du lien développé lors des activités, la direction vise à découvrir quels sont les forces et les besoins des parents. La direction: "Parce que la confiance qu'on va établir avec eux, le lien de confiance, va permettre d'aller plus loin et de créer des projets en liens avec leur besoin. Donc on essaie de les attirer à l'école, qu'ils comprennent qu'ils ont de la place. Les fois qui sont là, on a organisé des petits trucs qui pourraient les aider".

Un autre but à atteindre pour la direction était d'encadrer la présence des parents dans l'école. La direction: "Autrefois, les parents arrivaient, s'installaient pis prenaient la place avec leur bagage..., avec ce qu'ils étaient, mais il n'y avait pas de cadre. Alors parfois ils avaient une latitude qui se donnaient qui déplaisait pis qui défaisait les interventions et les approches que l'enseignant avait pris auprès de leurs enfants. Maintenant, ces mêmes parents-là, on leur fait de la place, mais on leur fait un cadre, alors tu ne viens pas pour te promener sur les étages, tu ne t'en viens pas pour voir si ton enfant se fait punir par le prof... Mais au départ non, parce que les parents se promenaient sur les étages, pouvaient déranger dans un cours, arriver à n'importe quel moment, "s'cuse, je voudrais te parler de telle affaire", ils oubliaient qu'il était en train de faire son travail avec les enfants. Le prof ne peut pas laisser son cours pour aller jaser avec un parent d'un problème très spécifique à son enfant là... Y'a les autres enfants à s'occuper... Non, non, on

est des partenaires, on va être ensemble, on va prendre possession des lieux, mais il y a une manière de prendre possession des lieux”.

La seconde phase consiste à “évidemment, que les parents puissent proposer des activités selon leurs besoins. Alors c’est ça la phase II idéalement”. Par contre, cette phase n’est pas encore atteinte selon la directrice de St-Zotique. Le nombre de parents souhaité n’est pas encore atteint non plus. La direction de l’école s’attendait à une participation d’une vingtaine de personnes, mais croit que ce n’est qu’une question de temps pour atteindre cet objectif. La direction: “On rencontre des difficultés par rapport à cette phase I là... Parfois y’a des parents qui ont l’intention de venir, pis se désengagent... Des fois, ce sont des désengagements dus à la maladie de la journée, des fois ce sont des désengagements dus... à... euh..., peut-être le fait que ce n’est pas dans leur routine hein..., c’est comme un effort de venir à l’école. Donc c’est peut-être un désengagement qui arrive parfois de là. Ce qui fait qu’on n’a pas une population de parents à laquelle on aurait pu s’attendre au départ. On espérait avoir plus de parents que ça. On en rejoint peut-être cinq, six..., des fois deux. Alors c’est très peu...”.

La vision et l’ouverture de la direction d’école a eu un impact dans l’application du volet développement social à l’école St-Zotique. Les deux agendas correspondaient; les besoins de l’un étaient comblés par les besoins de l’autre. De plus, les deux acteurs connaissent bien le terrain et la clientèle visée; ce qui permet d’avoir une approche similaire face aux parents, mais surtout d’apporter des solutions concrètes aux problèmes quotidiens. De plus, la direction considère que l’ADS a une expertise: elle a été conviée jeudi 17 juin 2007 à une rencontre de l’école St-Zotique avec différents partenaires du milieu, dont une représentante du YMCA et du CLSC St-Henri, afin de partager son expérience à St-Zotique. La directrice décrit l’ADS comme quelqu’un qui a de la facilité à établir des contacts avec des parents; en l’invitant à la rencontre, elle voulait combler le besoin criant de ces organismes de recruter les parents des écoles pour leurs propres programmes. Donc ici l’agente est utilisée comme vecteur de mise en réseau afin de répondre aux besoins d’autres organismes.

La directrice quittera son poste au mois de juillet; il sera important de mesurer l’impact de ce changement de direction sur le développement social l’automne prochain.

### **3.2 Mode action !**

Pour la directrice de St-Zotique, la meilleure façon d’atteindre ses objectifs était d’établir une bonne collaboration avec la nutritionniste et l’ADS des A5É. C’est pourquoi elle a répondu à l’appel de l’agente qui était d’ouvrir un local afin que les parents puissent se rencontrer dans l’école. Au début, ces activités devaient avoir lieu une fois par mois. Elles étaient en outre axées sur la visite de représentants d’organismes communautaires du quartier et la présentation de leurs services aux parents présents. Puis, est venue l’idée de la soupe du mois. Étant donné que l’idée de cuisiner ensemble plaisait davantage aux mères que la présentation des organismes communautaires, les rencontres mensuelles du jeudi se sont vite multipliées et transformées en séances de cuisine. À partir de la mi-février, l’ADS et les parents ont décidé de se rencontrer une fois par semaine. Les recettes ont été déterminées en concertation avec les parents et ne répondent pas nécessairement à des objectifs de nutrition. Ce sont plutôt des recettes simples qui permettent de mettre en valeur les connaissances des mères participantes – car ce ne sont que des



femmes qui participent aux ateliers de parents – et qui répondent à leur budget. Faciles à préparer, elles coûtent peu cher et incluent parfois de nouveaux ingrédients, inconnus des parents.

C'est l'agente de développement qui s'occupe de préparer les activités. C'est elle qui achète les ingrédients, effectue les photocopies de la recette et s'est procurée tous les ustensiles nécessaires à la préparation. Elle s'est aménagée un coin dans l'armoire du local de dîner pour entreposer ingrédients et couverts. Elle a aussi établi des contacts avec les propriétaires de commerce du coin, l'épicerie, un restaurant et une boutique de soins pour le corps, qui lui offrent, pour des occasions spéciales comme la fête des mères, ou de manière hebdomadaire, des certificats cadeaux à remettre aux mères participant à ses ateliers.

Les mères arrivent vers 13h. Elles prennent quelques minutes pour jaser entre elles. Certaines d'entre elles donnent un coup de main à l'agente pour installer le matériel. Une fois installées et la recette du jour expliquée par l'agente, celles-ci se divisent les tâches et travaillent en équipe. Souvent, deux recettes ont été planifiées pour l'après-midi ou une recette et une activité de décoration. Voici une liste des activités effectuées jusqu'à maintenant (tableau 1).

**Tableau 1**  
**Activités réalisées**

Date	Activités	Nombre de personnes présentes
30 novembre 2006	Ouverture du local: <i>La Source</i> , <i>RÉSO</i> , <i>Club des consommateurs</i> , <i>FamiJeune</i> et l' <i>École des parents</i> étaient là pour présenter leur organisme. La directrice de l'école était présente.	3 mères
6 décembre 2006	Activité des tourtières traditionnelles et santé.	5 mères et 2 enfants
8 décembre 2006	Agente de développement du <i>CEDA</i> qui vient présenter les activités et services de son organisme.	2 mères et un enfant
14 décembre 2006	<i>Club des consommateurs</i> de Pointe-St-Charles. Une agente vient parler des cuisines collectives et des groupes d'achats encadrés par son organisme.	4 mères et un enfant
18 janvier 2007	Le <i>RESO</i> (1 représentant plus 1 mère étudiante au <i>RÉSO</i> , visionnement d'un film sur les finissants de 2006-2007) et l'école des parents viennent présenter leurs services.	3 mères et un enfant
13 février 2007	Activité cuisine pour la St-Valentin: truffes au chocolat, manicottis aux épinards et poivrons rouges et jaunes. Tirage d'un brunch pour deux personnes <i>Chez John</i> .	8 mères
1 mars 2007	Soupe du mois: potage aux légumes.	4 mères et un enfant
15 mars 2007	Premier club de marche: visite de trois commerces du quartier.	3 mères
22 mars 2007	Présentation de <i>FamiJeune</i> . L'animatrice était accompagnée par une mère qui utilise les services et qui a animé la rencontre.	2 mères
29 mars 2007	Gâteau aux bananes et chocolat.	7 mères
5 avril 2007	Décoration des œufs de Pâques. Animation faite par une mère de St-Zotique.	5 mères
12 avril 2007	Club de marche: visite de <i>Femmes active</i> .	2 mères
19 avril 2007	Soupe du mois: soupe indienne au poulet et pain irlandais. Tirage de deux certificats cadeau d' <i>IGA</i> .	6 mères et un enfant
26 avril 2007	Bonbons patates + ragoût aux boulettes de bœuf en sauce tomate. Tirage d'un certificat cadeau d' <i>IGA</i> .	5 mères
3 mai 2007	Salade de fruits et biscuits aux brisures de chocolat. Tirage d'un certificat cadeau d' <i>IGA</i> .	5 mères
10 mai 2007	Mijoté de saucisses aux légumes, décoration de pot de terre cuite et fines herbes. Cartes pour la fête des Mères. 3 tirage: un <i>IGA</i> , sels de bain et <i>Chez John</i> (brunch pour deux).	7 mères
17 mai 2007	Quiches lorraines et quiches épinard et fromage.	7 mères
24 mai 2007	Biscuits au gruau, raisins sec et noix de coco.	6 mères
31 mai 2007	Tremettes et salsa.	8 mères et la directrice de l'école
07 juin 2007	Une variété de salades.	5 mères et une stagiaire
14 juin 2007	Pique-nique au parc <i>George-Étienne Quartier</i> (chacun apporte son lunch).	7 mères
21 juin 2007	À déterminer: l'activité serait un déjeuner pour remercier les bénévoles.	

Jusqu'à maintenant, les ateliers de parents visent à réunir un groupe de mères principalement autour d'activités de cuisine. Les activités durent en moyenne 2h30: elles débutent à 13h30 et se terminent lorsque les élèves ont terminé l'école, vers 15h30. Les activités ne visent pas à partager des connaissances nutritionnelles, mais davantage des connaissances culinaires en essayant de nouvelles recettes (comment faire de la pâte à tarte). C'est-à-dire que les recettes sont choisies en fonction des goûts des mères et d'une notion "populaire" de la santé. Par exemple, on utilise de la farine blanche et intégrale pour la pâte à tarte, on choisit des recettes avec des légumes, on achète du fromage avec moins de gras, etc. Par contre, les recettes ne sont pas choisies selon des règles nutritionnelles ou à la suite de tests, comme la création des recettes pour les ateliers *Petits cuistots*.

Donc les ateliers de parents sont davantage une activité sociale qu'éducative. Les mères participantes sont presque toujours les mêmes; elles ont développé, au cours de l'hiver, une certaine forme d'appartenance au groupe qui s'est formé autour de l'ADS. Les ateliers de parents procurent aussi une certaine forme de valorisation individuelle qui passe à travers ces échanges et lorsqu'une mère est responsable d'apporter une nouvelle recette à ses collègues.

Depuis le mois de mai, les femmes peuvent donner une contribution volontaire si elles le désirent (Ce geste a été posé suite à la formation de développement social qui a eu lieu le 2 mai 2007.) Ce sont elles qui déterminent le montant et ne sont pas obligées de payer pour les ingrédients servant à la préparation des recettes. Elles rapportent chez-elles une portion suffisante pour la famille pour le souper du soir. Depuis le début avril, les femmes peuvent aussi gagner un certificat cadeau. L'ADS a établi des contacts avec deux principaux partenaires: le gérant du supermarché *IGA Toppetta*, dans St-Henri, et le propriétaire du restaurant *Chez John*, aussi dans St-Henri. Les deux hommes offrent régulièrement des certificats-cadeaux que l'agente fait tirer lors de ces ateliers.

Il n'est pas possible de dire si ces "bénéfices" ont une influence sur le taux de participation des mères. Par contre, cette stratégie a suscité un débat lors des formations en développement social. La philosophie des tables de concertation en sécurité alimentaire, en particulier celle de la Petite-Bourgogne, est l'abolition de la dépendance aux services alimentaires. Les membres des tables veulent de plus en plus que les bénéficiaires participent à l'offre de service afin de les responsabiliser. Assurer les besoins essentiels est important, mais le développement du potentiel des individus et des collectivités est nécessaire « Car c'est la mise à contribution des ressources de chacun que l'on pourra réellement combattre la pauvreté en favorisant l'autonomie et la coopération<sup>3</sup>. » Cette responsabilisation permettra une reprise de contrôle sur leur propre vie. Cet argument a alimenté le débat aux A5É. En contre partie, l'ADS croit qu'il est trop tôt pour obliger les parents à payer pour les activités. Elle considère qu'elle a besoin de cela pour les attirer, pour développer avec elles un lien assez fort qui lui permettra par la suite de faire de la mobilisation sociale.

---

<sup>3</sup> Bulletin de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain, vol.3, no.1, mars 1999, p. 3.

### **3.3 Impacts à mesurer**

Les ateliers de parents à St-Zotique sont encore tout nouveaux. Le premier a eu lieu le 7 décembre 2006, avec la présentation de l'ADS du Comité d'Éducation aux Adultes (CDEA) qui est venue parler des activités de son organisme. C'est seulement à partir du mois de février que les activités sont devenues hebdomadaires et à partir du mois de mars qu'un noyau de parents s'est développé. Aucun outil de collecte de données n'a encore été développé pour comprendre et mesurer l'impact des activités de développement social. Ces activités ont-elles un impact sur les habitudes alimentaires des parents et des enfants? Ces activités ont-elles un impact sur l'implication des parents dans l'école? Ces activités rendent-elles plus accessibles les services offerts par les autres organismes communautaires du quartier? Ces activités fournissent-elles des outils aux parents afin de mieux répondre aux besoins et difficultés de leurs enfants? Ces activités ont-elles un impact sur la capacité de mobilisation des parents afin de résoudre un problème rencontré à l'école ou par les membres de leur communauté? Nous ne savons si les objectifs de départ sont atteints.

### **3.4 Facteurs d'intégration de l'agente de développement social dans son école**

Le principal milieu de travail et le premier milieu d'intégration des ADS est l'école qui leur est assignée. Leur degré d'intégration dans ce milieu aura un impact direct sur le succès ou l'échec de certaines activités qu'elles désirent mettre en place et la rapidité avec laquelle elle formera un noyau de parents, et à laquelle elle établira des liens avec d'autres partenaires du milieu communautaire. Voici des facteurs qui ont un impact sur le niveau de son intégration.

- Si l'agente est assignée à une seule école, dans un territoire, ses chances de prendre racine plus rapidement dans le milieu augmentent considérablement.
- S'il y avait, au préalable avant l'arrivée de l'agente, une tradition de développement social ou de partenariat avec les organismes communautaires du quartier, ce facteur aura un impact positif sur l'intégration de l'agente. À moins que celle-ci ait un mandat différent des acteurs précédents et que ces différences ne soient pas clairement discutées et négociées avec la direction d'école. En effet, par son historique, la direction d'école peut avoir des attentes spécifiques qui ne correspondent pas aux tâches de l'ADS des A5É. C'est ce qui s'est produit à l'école St-Odile.
- Est-ce que les attentes de la direction d'école sont claires? Les attentes varient énormément d'un directeur à l'autre: certains n'ont jamais véritablement réfléchi à la question et voient peu le potentiel de développement qu'apporte une agente; d'autres ne font pas clairement la distinction entre l'agente et la nutritionniste, un autre ne fait pas de distinction entre le mandat de l'agente des A5É et le mandat d'agentes de développement provenant des tables de quartier ou du Ministère, une autre a une vision très claire des étapes à franchir pour développer une école ouverte sur sa communauté. Donc si les attentes de la direction et de l'ADS correspondent puis sont clairement exprimées, ceci aura un impact sur l'intégration des ADS.
- Est-ce que le mandat des ADS ainsi que le partenariat entre les A5É et l'école concernant le développement social a bien été discuté? Les observations ont appris qu'aucune négociation spécifique au développement social n'avait eu lieu entre les directions d'écoles et la direction de l'organisme puis la forme qu'il devrait prendre dans chacune des écoles. C'est plutôt le

programme dans son ensemble qui est offert aux écoles. Cette étape préliminaire, ainsi qu'une évaluation de la situation sociale et des besoins des écoles, auraient facilité l'intégration de l'agente. Le programme *Petit-cuistot* est conçu de manière "universelle", c'est-à-dire qu'il est appliqué presque de la même façon d'une école à l'autre, à première vue. Il est beaucoup plus difficile de faire de même avec le programme *Parents en réseaux*: l'application universelle du programme pose certains problèmes à cause des différences sociales et des différents besoins de chacune des écoles.

- Est-ce que l'agente possède des connaissances sur le milieu scolaire et la structure d'une école ? Par exemple, est-ce que l'ADS comprend bien la structure hiérarchique de l'école, le rôle et la place du comité de parents, les conditions de travail des professeurs et les enjeux que ça pose. Plus elle est familière au milieu école, plus elle intégrera rapidement son milieu.
- Est-ce que l'agente possède un local ? Si l'ADS possède un endroit qui lui appartient, autre que le local de la nutritionniste, elle peut plus facilement organiser des activités avec les parents dans l'école.
- Est-ce que l'agente rencontre régulièrement la direction d'école? La bonne entente et la coordination entre ces deux acteurs ont un impact positif sur son travail.

#### **4. FORMATION DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL**

Depuis le 7 février 2007, les agentes de développement social suivent des formations dirigées par Jean-Paul Faniel, président de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain et membre du conseil d'administration des A5É. Ces rencontres ont lieu aux bureaux de la Table et débutent à 9h30 pour se terminer à 16h ou 16h30. La directrice des A5É assiste à la plupart des rencontres. Par contre, les nutritionnistes ne sont pas présentes. Le résultat de ces rencontres leur seront communiqués à l'été 2007 au cours d'une session de formation spéciale qui réunira toute l'équipe. La formation vise principalement, selon le plan de formation, à:

- Définir le développement social et sa pratique de manière plus claire;
- Réfléchir sur les difficultés auxquelles font face les ADS dans leur pratique et trouver des solutions;
- Réfléchir sur la pauvreté, les milieux dans lesquels les agentes travaillent puis sur les concepts entourant leur travail;
- Réfléchir sur le développement social en tant que volet s'articulant avec le volet *Petit-cuistot*;
- Établir le plan d'action pour l'année 2007-2008

La formation permet de réfléchir sur l'intervention actuelle, mais surtout sur celle à venir, dans un contexte de restructuration de l'organisme. La longue expérience du formateur dans différents mouvements communautaires ainsi que sa participation au sein du conseil d'administration de l'organisme pendant plusieurs années sert à alimenter la formation. Les documents produits par la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain sont aussi des outils qui supportent le travail de réflexion.

#### 4.1 Première session: 7 février 2007

La première formation débute par un retour historique sur la création de l'organisme et de son programme, ainsi que du moment à partir duquel l'idée de développement social émerge. En effet, une fois que le programme *Petits cuistots* a été mis en place, les responsables du programme remarquent qu'il manque un volet d'intervention auprès des parents dans les ateliers de cuisine-nutrition. Nous sommes en 1999,

il faut miser sur la responsabilisation des parents. Une option est proposée: faire des nutritionnistes des intervenantes auprès des parents puisque ces dernières ont une relation de confiance avec eux. Or, le profil des nutritionnistes n'est pas adapté pour répondre à ces exigences. Il faudrait des nutritionnistes-travailleuses sociales. L'idée est venue d'engager des agentes de développement social. La Table de concertation sur la faim et le Développement social du Montréal métropolitain se sont engagés à fournir la formation et l'accompagnement aux agentes de développement social. Guy Paiement a été le formateur de 2002 à 2005. Malheureusement, il n'y a pas eu de continuité, dû au changement du personnel<sup>4</sup>.

Ensuite, le formateur amène les ADS à réfléchir sur le statut des A5É, puis sur la différence entre un organisme communautaire et un service éducatif. En effet, qu'est-ce qu'un organisme communautaire? Comment se distingue-t-il d'une offre de services? Toute la question de la participation sociale des parents, de leur implication au sein de l'organisme et du développement de leur capacité de mobilisation à plus long terme sont des enjeux qui sous-tendent ce questionnement. En effet, qui doit déterminer les services offerts et l'orientation de l'organisme? Selon les ADS, les ateliers *Petits-cuistots* sont surtout un service éducatif, car c'est un lieu d'apprentissage et de transfert de connaissances. Le groupe communautaire se définit plutôt par rapport à son origine (qui trouve sa source après une mobilisation de citoyens pour répondre à leurs besoins) et à sa composition ainsi qu'à sa volonté de faire la jonction avec les parents. « Si les *Ateliers cinq épices* était un organisme communautaire, les parents seraient membres », peut-on lire dans le pv<sup>5</sup>.

Donc, la présence du volet développement social au sein de l'organisme soulève des questions sur l'orientation que devrait avoir l'organisme à plus long terme. Devrait-il s'institutionnaliser afin d'élargir l'offre de services des ateliers *Petit-cuistots*, une approche prônée par les nutritionnistes, ou doit-il garder son rôle d'organisme communautaire, une approche qui se rapproche davantage des valeurs et idéologies véhiculées par le volet développement social? Ces questions sont au cœur du débat, de la dichotomie et de la relation qu'entretiennent les deux volets du programme et les professionnels qui y sont associés.

La question qui a été soulevée pour orienter les formations est d'identifier comment intervenir en tant qu'ADS, de façon efficace et qui pourrait en même temps assumer la transition vers laquelle tend l'organisme. Comment réconcilier ce paradoxe? Comment effectuer la transition tout en conservant le développement social? Comment articuler le volet développement social dans cette

---

<sup>4</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 7 février 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

<sup>5</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 7 février 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

géographie future? Quel sera le plan stratégique? Comment propager la participation des parents à plus grande échelle? Qui prendra le relais en termes de développement social?

Enfin, la dernière partie de la formation portait sur le rôle des ADS. On a vu dans le premier rapport qu'il y avait une double vision: celle de la mise en réseaux et celle de l'intervention sociale, type travail social. Dans ce cas-ci, le rôle qui prône est celui d'inscrire les parents dans les réseaux scolaires et communautaires afin de briser l'isolement. Cela signifie les inscrire dans des réseaux de connaissances de ressources et de savoirs. L'acquisition de ces deux types de connaissances est décrite comme l'acquisition d'outils qui permettront aux parents de prendre conscience de leur situation qui mènera à une prise de pouvoir pour la changer.

Pour terminer, les agentes ont réfléchi sur les acquis du volet développement social des A5É. Les acquis se définissent principalement comme l'accomplissement des activités spécifiques au développement social comme la remise des diplômes de fin d'année lors de: la fête des *Petits cuistots*; les sorties champêtres; les repas gourmets-gourmands; les bulletins d'information (qui n'ont pas été renouvelés en 2006-2007 puisque c'était un mode d'expression qui n'était pas propre aux parents); les kiosques d'information organisés lors des rentrées scolaires et autres activités; la participation des agentes aux conseils d'établissement et tables de concertation de quartier. Ces activités permettent principalement de créer des réseaux d'échange et d'entraide, de valoriser les participants, puis d'occuper l'espace public.

#### **4.2 Deuxième session: 14 février 2007**

La formation a débuté par une réflexion sur notre société de consommation. Le formateur a fait un retour sur l'histoire du mouvement communautaire au Québec. Sans résumer les événements historiques en détail, deux points ont alimenté la réflexion. Tout d'abord, les paradoxes du milieu communautaire: le premier est que les organismes communautaires se situent entre la récupération des services de l'état (on utilise les organismes pour offrir des services qui étaient offerts par l'état et les communautés religieuses) et les besoins de la population. Le second paradoxe du communautaire est la diminution du contrôle des organismes par la population pour laisser place à une gestion des professionnels formés à l'école.

Une pression s'exerce par des commandes venant de l'état qui passent par des exigences budgétaires lors de l'attribution de fond public. Les professionnels, ne voulant pas perdre leur travail, doivent se coller à ses exigences. La conséquence est la transformation du revendicateur en client; l'organisation citoyenne ne peut plus se faire par l'organisme communautaire<sup>6</sup>.

Ce qui revient dans la formation, c'est ce besoin de changer cette structure; les ADS doivent se rappeler que l'idéal à atteindre est de travailler avec les gens, pour les gens à partir de leurs problèmes. Ces paradoxes du communautaire représentent bien les difficultés pour le volet développement social de se définir au sein des A5É. Pris entre les objectifs de l'organisme de s'insérer dans des programmes plus larges et non les besoins du milieu émis par les parents, ce volet est tiraillé entre la vision et l'application du volet de développement social.

---

<sup>6</sup> Notes de terrain.

Il est important ici de souligner la définition du développement social selon la Table de concertation sur la faim et le Développement social du Montréal métropolitain car les valeurs de cette définition seront les bases de la formation du développement social offerte aux ADS des A5É.

Le développement social consiste à créer les conditions pour que les personnes et leur milieu puissent se développer de façon intégrée et durable et que le développement devienne enfin solidaire. Pour cela, il faut s'engager dans un processus qui vise le développement des personnes et leur milieu; ce qui signifie la poursuite de l'autonomie des personnes et de leur sens de la coopération. Il faut aussi tabler sur les capacités des gens et du milieu et non mettre le focus sur leurs seuls problèmes; enfin, il faut favoriser la participation citoyenne et la coopération dans tous les domaines. Deux ressources sont nécessaires: les personnes et celles du milieu. Pour exploiter les ressources des personnes, il faut les connaître et les respecter, les aider à leur faire découvrir de nouvelles choses et les accompagner dans ce développement. Pour le milieu, il faut reconnaître ses ressources et créer des passerelles entre elles. Pour ce, il faut privilégier les projets menés en concertation puis les projets intersectoriels dans une perspective de développement durable, c'est-à-dire à long terme. La solidarité est au cœur de cette démarche<sup>7</sup>.

Donc pour le formateur, « l'intérêt du mouvement communautaire dans son essence, c'est de soutenir les citoyens dans l'expérimentation du pouvoir sur leur vie à travers l'expérience de l'organisation collective, pas de faire les choses à leur place, ni de toujours parler en leur nom<sup>8</sup> ». Dans un document produit pour une conférence lors des journées 2006 de la TROC-Montérégie, le formateur affirme qu'il y a quatre conditions pour mettre en place le développement social:

- 1) Se donner clairement la volonté politique de travailler au développement des personnes et de leur milieu;
- 2) Passer du client au citoyen;
- 3) Croire aux ressources des personnes et les aborder sur cette base;
- 4) Partager le pouvoir dans nos organismes avec les citoyens que nous desservons.

Cette définition est valorisée par tous les membres des A5É et se veut vraiment être l'idéal à atteindre. Ce sont surtout les ADS qui sont porteuses de ce message et souhaitent pour les parents une prise de pouvoir sur leur milieu. Par contre, les préoccupations actuelles de la direction de l'organisme en termes de planification et d'élargissement du programme vont pour l'instant à l'encontre de cette prise de pouvoir ou même à une participation citoyenne des parents au sein de l'organisme. La direction doit rendre des comptes aux organismes subventionnaires, ce qui l'oblige souvent à prioriser certaines activités qui ne sont pas le choix des ADS ou des parents participant. Ces activités sont davantage de l'ordre d'offre de services et n'incluent pas d'outils favorisant la mobilisation au sens du développement social. La logique administrative et stratégique est un élément contextuel qui influence l'application du volet et la pratique des ADS.

---

<sup>7</sup> Bulletin de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain, vol.3, no.1, mars 1999, p. 11.

<sup>8</sup> L'action communautaire, pour ou avec les citoyens? Conférence de Jean-Paul Faniel pour les journées 2006 de la TROC-Montérégie.



Enfin, un dernier point: on peut retrouver sur le pv de cette formation, le passage suivant: « Un effet du développement social est de rendre *Les Ateliers cinq épices* plus communautaires. Mais les parents ne sont pas membres et l'organisme n'est pas issu d'une volonté citoyenne ». À ce bémol, on peut ajouter que le travail fait par l'équipe de chercheurs qui s'occupe du volet nutrition, et des démarches politiques menées par l'organisation, ne vont pas dans ce sens. La tête de l'organisme cherche des alliés au sommet de la hiérarchie sociale, auprès d'experts et de politiciens, non pas auprès de sa base, les membres d'une communauté appauvrie. La stratégie est vitale pour le financement de l'organisme et la souligner ne signifie pas la critiquer. Ce paradoxe permet d'expliquer en partie les difficultés d'articulation du volet développement social avec le reste du programme.

### **4.3 Troisième session: 14 mars 2007**

Le formateur a présenté aux ADS le document *Une pédagogie du changement*, de Jean Forest. C'est un plan de formation en soi, un canevas d'intervention. Ce comité a travaillé plusieurs années à la Table sur la faim. Le passage suivant résume bien la notion d'appropriation du pouvoir individuel véhiculée à l'intérieur des formations:

On voudrait que les parents aient du pouvoir sur l'éducation de leur enfant. Redonner confiance aux gens en reconnaissant leurs capacités. L'école a un rôle de préparer le jeune dans la société. Avant, l'école donnait beaucoup de connaissances: cours d'histoire, géographie etc., pour que l'élève puisse faire des choix éclairés. L'école avait une approche humaniste. Maintenant, on n'éduque plus de la même façon, il y a moins d'heures de cours de géographie, d'histoire, ce qui rend pour nos jeunes des choix difficiles à faire. Ils se retrouvent mal outillés, alors ils ont tendance à décrocher davantage. On est dans une dynamique de spécialisation. Quand on parle du développement de la personne, il faut partir d'où elle est. Le travail que *Les ateliers cinq épices* fait est qu'il redonne des outils aux gens. (Tu es capable de cuisiner, tu es très habile pour couper ces petits légumes etc.).

Cette formation abordait les quatre niveaux de conscience, c'est-à-dire un état d'âme. « Cet outil s'inspire de la pédagogie de Paulo Freire et pourrait se résumer par la question: comment redevenir les créateurs de notre vie et non seulement les victimes des situations qu'on nous impose?<sup>9</sup> ». Les quatre niveaux de conscience sont la conscience captive ou soumise (le fataliste qui est convaincu de ne pas mériter mieux que la vie pauvre qu'il mène), la conscience "rouspétante" (qui tempête contre les services et s'attend à recevoir plus d'aide), la conscience critique (qui comprend que la situation de pauvreté dans laquelle il se retrouve n'est pas de sa faute à lui...) et la conscience libératrice ou transformatrice (qui trouve des solutions, recherche des nouveaux rapports sociaux et découvre son potentiel !).

Chacun des niveaux de conscience a été discuté en groupe; le but poursuivi était de permettre aux agentes, une fois sur le terrain, de savoir à quel niveau se situe l'individu ou l'intervention. Identifier les interventions permet de cerner un point de départ pour ensuite se donner un objectif

---

<sup>9</sup> Bulletin de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain, vol.6, no.3, mars 2002, p. 1.

à atteindre. Cela permettra aussi d'identifier les impacts des interventions et d'en évaluer les résultats. Le but à atteindre pour les agentes est la conscience libératrice, en soutenant la créativité, en renforçant la participation puis en favorisant l'action collective.

Voilà l'angle choisi pour aborder le travail de développement social. Les agentes étaient ouvertes à cette approche, mais étaient à la fois préoccupées par d'autres questions plus concrètes de leur pratique dont elles auraient voulu discuter: la structure des ateliers et l'espace qu'elles y ont; leur statut dans les ateliers et à l'école; le territoire couvert; la relation avec certains professeurs et direction d'école; les besoins des parents; le suivi de propositions de partenariat; l'intervention face à un cas lourd; la planification d'activités; leurs succès; etc. Pour elles, ces questions étaient plus pressantes qu'une réflexion philosophique du développement social.

Par contre, pour l'ADS travaillant à St-Zotique, cette réflexion a renforcé l'attitude de valorisation des acquis et atouts des individus qu'elle a auprès des parents. Elle vise véritablement à atteindre l'organisation collective et le changement d'attitude chez certaines mères.

Enfin, le formateur situe les A5É au deuxième niveau ou plus de conscience, par rapport aux parents: "On parle d'amélioration individuelle. C'est un travail de transformation qui a des effets. On donne des outils aux gens, on les rend plus autonomes. Les A5É font expérimenter le pouvoir aux gens. Il faut être conscient d'où on part". Au niveau des instances, CSDM, milieux écoles, etc., les A5É tendent vers le 4<sup>e</sup> niveau<sup>10</sup>.» Les parents, quant à eux, dans les ateliers de nutrition, sont aux niveaux de conscience 1 et 2.

Par contre, on ne doit pas négliger le fait que nos parents puissent se retrouver à un autre niveau de conscience dans un autre domaine. Nous n'avons pas assez d'échantillons pour savoir si on répond à leurs besoins. Il faut tenir compte des besoins des parents en faisant notre programmation d'activités<sup>11</sup>.

#### **4.4 Quatrième session: 30 mars 2007**

Cette session de formation a permis de réfléchir aux caractéristiques du client *versus* les caractéristiques d'un citoyen, d'un acheteur consommateur passif et individuel *versus* d'un collectiviste actif qui a conscience de son entourage et participe aux prises de décision. Le type de relation entretenu par l'intervenant ne sera pas le même avec un client ou un citoyen. Être en relation avec un client signifie que l'intervenant est un professionnel, fournisseur et distributeur de services. La relation entre un citoyen et un intervenant se fait d'égal à égal. Dans ce dernier cas, on travaille avec les gens, et non pour eux. L'approche citoyenne favorise la reconnaissance, la valorisation et l'utilisation du potentiel des gens et de leur expertise.

Selon le formateur, il faut favoriser l'approche suivante: inviter les parents à participer à un projet collectif. Comment ?

- En leur demandant une implication directe.

---

<sup>10</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 14 mars 2007, Ateliers cinq épices, p. 5.

<sup>11</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 14 mars 2007, Ateliers cinq épices, p. 5.

- En les invitant à nous aider, (favoriser une approche avec eux, leur dire qu'on a besoin d'eux pour réaliser un projet).
- En les considérant, pour souligner notre confiance en leur potentiel.
- En les valorisant (pour leur redonner confiance en eux-mêmes).
- En répondant à leurs besoins.
- En leur faisant expérimenter le pouvoir.
- En soulignant leur victoire.<sup>12</sup>

En fin d'atelier, les participants ont fait un bref retour sur les niveaux de conscience et de leur distinction. Voici quelques conclusions:

Jusqu'ici, les *Ateliers cinq épices* offrent un service se situant au deuxième niveau de conscience, un peu à l'image de l'école. En effet, l'organisme outille les individus (enfants et parents) de connaissances et d'habiletés utiles. Il atteindra le quatrième niveau le jour où il mobilisera les parents dans un projet collectif à construire par eux-mêmes. L'important est de développer leur pouvoir de transformer eux-mêmes leur vie, leur environnement, leur réalité. Par exemple, ce n'est pas parce qu'on transforme avec les directeurs la réalité de l'école, qu'on se situe au quatrième niveau. Pour ce faire, il faudrait développer avec les directions impliquées un processus collectif pour transformer la CSDM dans le sens des *Ateliers cinq épices*. Autre exemple, fédérer les enseignants dans un projet pour élargir l'expérience des *Ateliers cinq épices* à beaucoup d'autres écoles. Ils feraient ainsi l'expérience de leur pouvoir collectif<sup>13</sup>.

Ce type de réflexion émerge davantage de l'expérience professionnelle dans le milieu communautaire du formateur que de la pratique quotidienne des ADS.

Enfin, par rapport à l'approche citoyenne, il a été proposé de planifier pour cet été une formation avec les nutritionnistes à ce sujet. Il est également proposé de parler davantage du développement social dans les réunions d'équipe pour que les nutritionnistes comprennent mieux le travail des agentes de développement et le but de leur démarche (Cette approche sera modifiée lors de la septième session).

#### **4.5 Cinquième session: 4 avril 2007**

Présentement, l'intervention actuelle pose problème dans les milieux dans lesquels nous intervenons. Par exemple, on demande aux enfants de St-Henri dans les ateliers de faire une vinaigrette au chocolat équitable (environ 5 \$). C'est leur demander un effort qui ne correspond pas à leurs moyens. D'ailleurs, un enfant brillant et un grand-père participant l'ont souligné. C'est un produit de luxe, que cette population ne peut pas s'acheter avec les moyens limités dont elle dispose. Pour que les nutritionnistes ne culpabilisent pas les parents des enfants concernés, il faudrait ajouter à l'intervention nutritionnelle et culinaire un volet d'achat collectif. Sinon, il faut adapter l'intervention aux moyens individuels des gens. Si on veut continuer à

<sup>12</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 30 mars 2007, Ateliers cinq épices, p. 3.

<sup>13</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 30 mars 2007, Ateliers cinq épices, p. 5-6.

proposer le meilleur pour la nutrition, il faut soutenir les gens dans leur capacité à se procurer le meilleur. Sinon, on les culpabilise ou on confirme leur impuissance<sup>14</sup>.

La réflexion sur le coût des recettes *versus* la réalité économique de la clientèle des A5É a émergé à plusieurs reprises lors des observations. Pas seulement de la part des ADS, mais aussi de la part de certaines nutritionnistes. Par contre, cette réflexion n'a pas eu d'application concrète ou n'a pas provoqué de changements dans la façon de concevoir les recettes pour les ateliers de cuisine. Les recettes sont conçues principalement en fonction de valeurs nutritionnelles, de valeurs éducatives (découverte de nouveaux aliments) et de développement durable (choix des ingrédients biologiques ou équitables). Dans le cas des ateliers de parents à St-Zotique, le principal facteur de choix des recettes est le coût et l'accessibilité des ingrédients. Le second facteur est le goût des parents. Ces recettes font souvent l'objet de critique au plan de leurs valeurs nutritionnelles de la part des nutritionnistes.

La réflexion lors de cette formation portait sur la pauvreté. Elle est définie comme un processus d'échecs accumulés.

Les échecs sont intégrés dans la culture familiale. La pauvreté est acquise, elle vient de l'héritage et des échecs successifs. La pauvreté est un processus d'échecs répétés qui minent la confiance et l'estime de soi. Il faut regagner la confiance et l'estime de soi pour avoir des réussites. Il faut vivre les réussites et non pas seulement dire des mots d'encouragement. Il faut proposer d'embarquer dans des projets collectivement ensemble. Selon le formateur, la pauvreté est:

- intergénérationnelle;
- manque de scolarité;
- échecs répétés (perte d'emploi, traumatismes psychologiques, maladie, etc.);
- non-reconnaissance des acquis, diplômes (chez les immigrants);
- manque d'expérience;
- grossesse prématurée;
- milieu familial dysfonctionnel (violence, inceste, drogue, alcool) et parents dysfonctionnels<sup>15</sup>.

La pauvreté définie ainsi priorise un type d'intervention particulier: celui d'inviter l'individu à un projet collectif afin d'améliorer leur situation de façon régulière et permanente, car il est plus facile de réussir en groupe. Cela inclut aussi d'encourager les parents à relever des défis individuels au-dessus de leur capacité. En faisant une révision des activités du volet développement social, les agentes ont conclu que les sorties champêtres, les repas Gourmet Gourmand, le Club de marche, le bulletin d'information (plus ou moins) et la fête diplômes fin d'année permettent le type d'intervention priorisé; par contre, ces activités ne permettent pas d'améliorer la situation des parents participants de façon régulière et permanente.

C'est à ce moment qu'est apparue l'idée d'un groupe d'achat. Pour le formateur, le groupe d'achat permet d'améliorer leur situation de façon régulière et permanente:

---

<sup>14</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 4 avril 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

<sup>15</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 4 avril 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

Si on arrivait à un groupe d'achat, ce serait le complément nécessaire aux ateliers. Ainsi, on parle du meilleur pour la santé, on se met ensemble pour acheter ou sinon, on propose d'autres moyens pour rendre accessibles les aliments. Le but est de faire l'expérience de leur force collective. Il faut proposer aux parents pour leur montrer qu'ils sont capables. Un achat collectif demande à plusieurs personnes de participer pour réussir. Il faudrait aller parler à la direction pour faire la publicité auprès des parents pour se réunir pour acheter les aliments. Il faut également bien travailler la logistique pour qu'un tel projet d'achat collectif se réalise à l'intérieur des écoles. L'achat collectif devrait être intégré au plan d'action du développement social en plus d'être présenté aux nutritionnistes. Lors d'un achat collectif, il pourrait y avoir aussi un repas gourmet gourmand et une présentation de producteurs<sup>16</sup>.

Il est important de souligner que cette idée, selon les commentaires recueillis à la suite de cette rencontre, émerge davantage du formateur, appuyé par la directrice de l'organisme, que de la pratique des agentes. L'idée du groupe d'achat n'est pas non plus une idée des parents. Cela ne signifie pas que l'idée est mauvaise, mais qu'elle n'émerge pas du milieu ciblé par les Ateliers. Enfin, cette idée ne se retrouve pas encore dans le plan d'action 2007-2008. Les activités proposées restent semblables; on n'y a pas ajouté de moyens permettant d'améliorer la situation des parents participants de façon régulière et permanente.

La réunion s'est terminée autour du congé de maternité de l'ADS. Elle travaillera au bureau jusqu'en septembre 2007 et partira jusqu'en septembre 2008. Les A5É désirent engager une nouvelle agente pour la remplacer et obtenir une nouvelle subvention pour engager de nouvelles agentes.

#### **4.6 Sixième session: 2 mai 2007**

Cette rencontre porte sur les groupes d'achats, les magasins coopératifs, les cuisines collectives, les soupers gourmands, les restaurants communautaires, les *Good Food Box*, les jardins collectifs et communautaires et les réseaux d'entraide. Les participants échangent sur les différents types de mobilisations et leur efficacité en fonction des buts poursuivis par les A5É. Le compte-rendu de cette formation offre des définitions pour chaque type de projet communautaire, ainsi que les pour ou contre de chacun. Ici un extrait portant sur le groupe d'achat puisque c'est l'option qui serait priorisé par l'organisme dans le plan d'action 2007-2008.

Il s'agit d'achats regroupés mensuels et le tout est vendu immédiatement, il n'y a donc pas de surplus. Les aliments sont en vrac ou des denrées périssables. Il y a moins d'investissement d'énergie et de bénévolat. Les achats se font selon les besoins des membres. Les groupes d'achat permettent aux individus de se structurer en groupe et surtout de vivre une expérience de solidarité concrète et une réussite dans leur assiette. Cela permet aux membres de vivre toutes sortes d'expériences enrichissantes. Chacune des réunions devenant une possibilité d'un festin, d'une conférence ou d'échanges. L'économie est la clé de la fidélisation<sup>17</sup>.

---

<sup>16</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 4 avril 2007, Ateliers cinq épices, p. 3-4.

<sup>17</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 2 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 3.

Selon le compte-rendu de la formation, l'idéal serait d'articuler le groupe d'achat autour de l'école, car celui-ci est un lieu citoyen non associé à la pauvreté.

En ce qui concerne les banques alimentaires, le passage suivant résume les réflexions faites sur les Tables de concertation en sécurité alimentaire, mentionnées un peu plus tôt dans le rapport.

Il peut y avoir un enjeu éthique dans le don d'aliments. En donnant de la nourriture, la personne qui reçoit n'est pas valorisée. La nourriture est liée à l'identité de l'âge adulte: se nourrir par ses propres moyens. Inconsciemment, le don de la nourriture ramène à l'infantilisation de la personne. Par exemple, recevoir en famille pour Noël un panier contenant de la farine, du sucre et des œufs est insultant. En fait, le don de nourriture est porteur d'un message. Il faut donc être conscient de ce danger pour en éviter les conséquences lorsqu'on fait du dépannage. Le mieux serait de passer un contrat avec le bénéficiaire pour qu'il se prépare à acheter sa nourriture avec l'aide d'un organisme<sup>18</sup>.

Durant cette formation, la « question du don a donc fait l'objet de réflexion. Il faut faire attention au don, qui a un prix, celui de la dignité et de l'estime de soi. La question du don devrait être dans le code d'éthique de l'organisme. De plus, l'organisme devrait se doter d'une politique d'achat<sup>19</sup> ».

Enfin, le passage suivant offre une définition des repas gourmets-gourmands bien différente de celle que l'on retrouve dans la pratique actuelle de l'ADS de St-Zotique et qui est décrite dans la première section du rapport.

Lors des repas gourmands, chacun apporte son plat, ce qui permet de déguster plusieurs mets. Il est bien de souligner ce qui est bon et d'expliquer la recette afin de valoriser la personne. Ce type de repas pourrait être inséré dans un groupe d'achat. Par exemple, les gens font leur liste d'achats, ils mangent pendant que le responsable fait la compilation des listes. Il faut arriver au volume voulu. En même temps, des personnes-ressources peuvent être invitées<sup>20</sup>.

Dans les deux formules, le but de « mettre les parents en réseau pour qu'ils puissent vivre des expériences collectives valorisantes<sup>21</sup> » semble être atteint. De même pour les groupes d'achat et les cuisines collectives.

#### **4.7 Septième session: 23 mai 2007**

Cette avant-dernière formation porte sur le rôle des ADS dans les ateliers par rapport à celui des nutritionnistes, puis sur les façons de favoriser la complicité, la convergence et la complémentarité.

---

<sup>18</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 2 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 4.

<sup>19</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 2 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 5.

<sup>20</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 2 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 4.

<sup>21</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 2 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 4.

À partir des observations, selon les ADS, inclure davantage les parents dans le déroulement des ateliers – qui sont exclusivement dirigés par les nutritionnistes – favorisait leur participation. Leur accorder des tâches ou des responsabilités spécifiques serait un moyen d’augmenter leur sentiment d’appartenance au groupe, par le fait même, le taux de participation. On peut lire dans le compte-rendu qu’il « faut valoriser les personnes à partir de leurs forces. Actuellement, la place des parents dans les ateliers est secondaire, on pourrait les intégrer davantage. Par exemple, on pourrait les consulter pour les recettes. Il faudrait se référer aux références du milieu<sup>22</sup> ».

De plus, les ADS ont soulevé le point qu’elles n’étaient pas conviées aux séances de planification des recettes; activités exclusivement réservées aux nutritionnistes. Elles ne peuvent donc pas avoir d’espace pour exprimer, à partir de leur pratique, les réalités du terrain et de réfléchir, avec les nutritionnistes, sur les conséquences du choix de certaines recettes. Même si le rôle des ADS est « de faire connaître la réalité du milieu: comment les gens vivent, comment ils mangent, combien ils ont d’argent pour le mois et comment ils font leur budget »<sup>23</sup>. Elles n’ont pas d’espace pour communiquer les enjeux entourant la pauvreté et pour influencer les décisions prises en termes de planification. Les ADS n’ont pas de position stratégique et de pouvoir dans la structure interne de l’organisme et des écoles, ce qui rend difficile et presque impossible le transfert de connaissance émergent du terrain. Suite à leur pratique et durant la formation du 23 mai 2007, les questions suivantes se posent:

Comment s’assurer que les enfants vivent des réussites en dehors des ateliers ? Si l’enfant n’a pas l’argent pour acheter les ingrédients de la recette, comment se sentent les parents ? Comment s’aider pour atteindre ces deux buts ? Les recettes devraient être adaptées à la réalité des familles et devraient partir des forces culinaires des parents. Actuellement, la réussite est présente auprès des enfants mais pas au niveau familial. Il faut prendre les moyens pour qu’ils mangent mieux<sup>24</sup>.

Une solution a été proposée pour sensibiliser les nutritionnistes sur les réalités des familles en milieu défavorisé:

Un jeu de rôle pourrait être fait avec les nutritionnistes: donner un budget, une maison avec tant de pièces, tant d’enfants, le coût du loyer, de l’électricité et du téléphone, les médicaments, etc. Le but du jeu serait de faire un budget et d’établir le montant alloué à l’alimentation. Cette mise en scène permettrait de connaître la réalité financière des familles. De plus, il faut tenir compte de la réalité émotionnelle des familles qui vivent des tensions. La base de tout enseignement est de savoir à qui on s’adresse et de moduler son discours en fonction de l’interlocuteur. Autant les enseignants que les nutritionnistes ont besoin de se faire dire la réalité des personnes appauvries<sup>25</sup>.

La date suggérée serait le jeudi 30 août à 9h30.

---

<sup>22</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 23 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

<sup>23</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 23 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

<sup>24</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 23 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 3.

<sup>25</sup> PV, Rencontre de formation en développement social du 23 mai 2007, Ateliers cinq épices, p. 2.

Suite à cette formation, les ADS et le formateur font les propositions suivantes:

- Avoir une tête commune sur la finalité des A5É;
- Identifier les convergences d'approches entre ADS et nutritionnistes;
- Arriver à une convergence de buts, d'approches et à un regard commun;
- Créer les recettes à partir des richesses culinaires existantes, soit travailler en complémentarité avec les parents;
- Intégrer les ADS dans la planification des ateliers;
- Partager des exemples de cas vécus par les nutritionnistes et les ADS afin de mieux cerner la réalité des parents.

#### **4.8 Huitième session: 12 juin 2007**

*Description à venir:* La rencontre devait porter sur le plan d'action 2007-2008. Une première ébauche a été proposée par les ADS, et a été corrigée par le formateur et la directrice. Une troisième ébauche ressortira de cette rencontre.



## CONCLUSION

Une des plus grandes difficultés à laquelle est confrontée le volet développement social est l'espace entre sa conceptualisation menée par la direction qui doit s'articuler autour d'une planification future du volet *Petits-cuistots- Parents en réseaux*, afin d'assurer l'élargissement du programme et son financement, l'harmonisation des services, puis la pratique réelle du volet développement social, une fois sur le terrain. Les besoins exprimés par les parents, qui sont rapportés par les agentes, sont la principale préoccupation des ADS. Ces besoins ne correspondent pas toujours aux objectifs déterminés par l'organisme ni aux préoccupations de celui-ci. Les ADS ont donc de la difficulté, à cause de leur position dans la structure organisationnelle et à cause de cet écart, de faire entendre leur voix. Ce qui parfois crée une sensation de découragement chez elles et d'incompréhension de la part des autres collègues de travail, les nutritionnistes. De plus, elles ont un sentiment d'échec récurrent face à leur pratique. Cet écart entre les objectifs que s'attribue l'organisme et la réalité du terrain permettrait entre autres de comprendre la difficulté de définir le volet développement social; cette sensation de flou qui entoure la définition de tâches.

Les ADS ont des problèmes immédiats et désirent d'abord régler les difficultés auxquelles elles font face dans leur pratique avant de définir le volet développement social et ses orientations. Par exemple, que faire lorsqu'un parent a un comportement dénigrant lors d'un atelier? Comment l'aborder pour qu'il change? Autre exemple, que faire lorsqu'une mère fait face à des difficultés et n'a pas trouvé de solutions dans les organismes communautaires du quartier? Que faire lorsqu'une mère est victime d'abus ou se retrouve dans une situation malsaine? Quoi lui répondre lorsqu'elle soulève ces problèmes? Quoi faire lorsque des membres du personnel de l'école s'opposent à des activités de développement social ou qu'un professeur fait des commentaires dénigrants face aux activités des A5É? Autres exemples, quelles stratégies pourrions-nous utiliser pour favoriser la participation des parents aux activités? Comment les mobilise-t-on? Et dans le cas des ateliers de parents à St-Zotique, comment effectuer le passage de mères clientes à mères citoyennes?

Les agentes se sentent au quotidien dépasser par ce type de difficultés. La demande de réfléchir à leur pratique afin de l'articuler à des plans futurs est pour elle l'étape subséquente à la résolution des difficultés auxquelles elles font face dans la pratique. En effet, le but des formations était de réconcilier cet espace en créant un modèle d'intervention propre aux A5É à travers les formations de développement social. Les questions posées devaient être, dans la perspective du développement social des A5É: sur qui compter pour assurer dans l'avenir la poursuite du développement social ? Doit-il y avoir une perspective de monitoring, transfert de l'intervention dans les écoles? Peut-on compter sur les nutritionnistes ou est-ce que les enseignants vont prendre le relais ? Qui est le mieux placé pour faire de l'organisation citoyenne ? Avant de faire cette réflexion, les ADS veulent atteindre des succès quotidiens de leur pratique qui pourraient, selon elles, être atteints par une résolution de problèmes concrète. C'est l'attente qu'elles avaient face aux formations de développement social.

Enfin, les A5É se retrouvent entre deux modèles: celui de l'harmonisation des services et celui du développement social basé sur l'organisation citoyenne. Le but est d'arriver à un développement social basé sur l'organisation citoyenne, basée sur les besoins des citoyens, mais dans les faits, il s'agit plus d'une offre des services qui passe par les ateliers de cuisine dans les écoles. Il y a donc

un écart entre la planification à long terme du programme *Petits Cuistots-Parents en Réseaux* et de la pratique actuelle des agentes. Même s'il y a une volonté claire de la part de l'organisme de travailler au développement des personnes et de leur milieu par le volet développement social, les outils proposés ne sont peut-être pas adéquats pour ce type d'approche. En effet, comment favorise-t-on le développement des personnes, leur participation sociale et leur mobilisation citoyenne? Enfin, est-ce que cette approche est compatible avec le désir d'expansion du programme *Petits-cuistots* à grande échelle?

Lundi le 18 juin, un plan stratégique sera déposé par Christine Hernandez, engagée pour conseiller l'organisme sur la ligne à suivre pour les prochaines années. Il est important de comprendre que les A5É font face à un dilemme rencontré par d'autres organismes communautaires: faire des choix stratégiques politiques pour garantir la survie et l'expansion du programme afin d'offrir un service à un plus grand nombre de personnes; ou faire des choix en fonction de la réalité-terrain afin de répondre davantage aux besoins spécifiques de certains bénéficiaires dans des quartiers ciblés.